

L'impôt sur les sociétés s'est bien tenu en 2007

BUDGET

L'État a engrangé 50,8 milliards l'an dernier.

« OUF » de soulagement à Bercy. Malgré la crise financière et les provisions passées par certains établissements bancaires français, l'impôt sur les sociétés (IS) s'est plutôt bien porté l'an dernier, permettant à l'État d'engranger 50,8 milliards d'euros. Ce résultat, communiqué hier par le ministère du Budget, est légèrement en deçà des montants inscrits dans le collectif budgétaire (51,1 milliards) mais supérieur de près de cinq milliards par rapport à la loi de finances initiale pour 2007 (46,1 milliards).

D'une année sur l'autre, les recettes nettes d'IS sont en hausse de près de 2 milliards. Certes, l'augmentation est plus sage que les années précédentes, mais « *elle a le mérite d'être pure* », assure un conseiller du ministre du Budget, Éric Woerth. De fait, aucune mesure de rendement n'a été prise cet automne pour doper in extremis les rentrées d'IS, contrairement à ce qui s'était passé fin 2005 avec la création de l'acompte exception-

nel puis en 2006 avec l'extension de cet acompte à un nombre plus important d'entreprises. Du reste, Bercy commence à mesurer les effets pervers de cet acompte qu'avait défendu bec et ongles l'ancien ministre de l'Économie Thierry Breton. « *Il a pour effet de concentrer le rendement de l'impôt sur les sociétés et donc de le rendre encore plus volatil* », explique ce même conseiller.

Bercy serein pour l'impôt sur le revenu

Si l'IS est en ligne avec les prévisions, l'impôt sur le revenu pourrait réserver quelques surprises. Selon nos informations, au 13 décembre, les rentrées étaient encore inférieures de 3 milliards par rapport aux prévisions : 53,8 milliards encaissés, contre 56,7 milliards attendus. Mais Bercy n'avait pas l'air particulièrement affolé hier, indiquant que la dernière quinzaine de décembre et la période complémentaire ont permis de rattraper cet écart. Réponse en fin de mois quand le ministre du Budget, Éric Woerth, présentera les résultats de l'exécution budgétaire de 2007.

ANNE ROVAN